

Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est "une question de vie ou de mort"

Article rédigé par francetvinfo.fr, le 02 octobre 2020

Source [francetvinfo.fr] Laurent Leylekian, spécialiste de l'Asie mineure et du Caucase du Sud, décrypte les enjeux géopolitiques de cette guerre, qui dure depuis plusieurs décennies.

Un appel unanime. Les présidents russe, Vladimir Poutine, français, Emmanuel Macron, et américain, Donald Trump, ont appelé, jeudi 1er octobre, dans un communiqué commun, à *"la cessation immédiate des hostilités"* dans le Haut-Karabakh, ce territoire azerbaïdjanais séparatiste soutenu par l'Arménie. Depuis cinq jours, les combats entre l'Azerbaïdjan et l'[Arménie](#) sont [sanglants](#). La reprise des affrontements, les plus graves depuis 2016, font craindre une guerre ouverte entre Bakou et Erevan, à même de déstabiliser une zone déjà fragile où les intérêts de nombreuses puissances sont en concurrence.

La Russie, la France et les Etats-Unis, qui coprésident le Groupe de Minsk créé en 1992 pour rechercher un accord entre les deux pays, ne sont pas parvenus à trouver un règlement durable du conflit dans ce territoire en majorité peuplé d'Arméniens et ayant fait sécession de l'Azerbaïdjan. Une guerre au tournant des années 1990 y avait fait 30 000 morts.

Laurent Leylekian, spécialiste de l'Asie mineure et du Caucase du Sud, fait le point pour [franceinfo](http://franceinfo.fr) sur les enjeux géopolitiques de ce conflit et sur le rôle éventuel des acteurs internationaux dans la résolution de la crise.

Franceinfo : Quels sont les enjeux pour l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans ce conflit ?

Laurent Leylekian : Pour l'Azerbaïdjan, c'est essentiellement une question de fierté. Tandis que pour les Arméniens qui vivent dans la région du Haut-Karabakh, c'est une question de vie ou de mort. On présente ce conflit entre deux Etats comme s'il avait lieu sur une terre qui serait vide de population. Or, des gens vivent au Haut-Karabakh. Il y a 150 000 habitants au total, et tous sont Arméniens. Ils se sont constitués en Etat indépendant après la guerre qui a eu lieu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, il y a trente ans (1988-1994).

Le choix pour ce territoire, c'était d'être indépendant ou d'être mort. Pour comprendre, il faut regarder l'exemple d'une autre enclave : le Nakhitchevan. L'Arménie et l'Azerbaïdjan s'en sont disputé le contrôle et ce territoire dépend aujourd'hui de l'Azerbaïdjan. Au début du XXe siècle, il y avait pas loin de 100% d'Arméniens sur cette terre. Comme au Karabakh. Et en raison d'un processus violent d'homogénéisation ethnique, il n'y a tout simplement plus d'Arméniens sur ce territoire. Ils ont été expulsés ou massacrés. Et c'est précisément cela que craignent les habitants du Haut-Karabakh. Les Arméniens ont gagné la guerre il y a trente ans et aujourd'hui, ils ne veulent absolument pas revenir dans le giron azerbaïdjanais. Ils ont construit un Etat plus démocratique que l'Azerbaïdjan, qui est, rappelons-le, une dictature. Et ils craignent pour leur vie. Car il s'est développé en Azerbaïdjan une rhétorique raciale anti-arménienne très claire.

Pourquoi la Turquie se mêle-t-elle du conflit ?

La Turquie soutient de manière claire et avérée l'Azerbaïdjan. Car il y a une vraie fraternité entre les Turcs et les Azéris. Ce sont des peuples cousins. Ils parlent la même langue et ont même un slogan pour montrer leur union : "Une nation, deux Etats".

Mais pour l'instant, la Turquie se mêle du conflit de manière préventive, pour des raisons qui relèvent de sa politique intérieure. Car en 2023, il y aura des élections générales et Recep Tayyip Erdogan n'est pas du tout sûr de gagner, pour la première fois depuis vingt ans. C'est pour cela qu'il mène des guerres ou des bras de fer un peu partout (on l'a vu en Grèce, en Libye, en Syrie).

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)